



COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL
12 juin 2024
DECLARATION LIMINAIRE

Madame la présidente,

Nous sommes réunis pour ce CSAL dans un contexte politique que l'on peut qualifier d'instable après ces élections européennes et l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Pour nous situer sur le terrain des revendications, nous nous réjouissons que le projet de loi Fonction Publique de Stanislas Guérini dit « pour l'efficacité de la Fonction Publique » soit suspendu. En tout état de cause, pour continuer sur le terrain des revendications, la CGT FIP 77 demande l'arrêt des réformes destructrices, des restructurations et des réorganisations qui mettent à mal les conditions de travail des agents.

Le personnel est fatigué ; les collègues demandent de la stabilité dans leur mission et dans l'exercice de leur mission. Nous l'avons dit à la Directrice Générale lors de sa venue à Melun le 5 juin dernier. Sa réponse « *on n'aura pas de pause dans les réformes* » Dont acte.

Cependant, rien n'est fixé. Au vu du contexte actuel, la Directrice Générale sera peut-être bientôt remerciée dans ses fonctions au sein de la Dgfp. L'avenir nous le dira !

Nous demandons l'arrêt des réformes, vous répondez par délocalisation et démantèlement des services de la Ddfip 77.

Après le NRP qui a divisé nos services par deux et supprimé les trésoreries de proximité, la délocalisation ne renforce pas le service public de proximité comme cela avait été annoncé. Non, elle vide et fragilise nos services.

Nous dénonçons la mise en place d'une antenne à Verdun dans la Meuse, et celle du Centre de contact des professionnels à Carpentras. Organiser l'exode des services, se traduira par une dégradation du service public rendu à l'utilisateur. Ce dernier demande des services de proximité, comme on peut le voir au guichet de nos accueils.

Le carnage continue en matière de suppressions de postes : au 1^{er} septembre 2024, 11 postes de B et 3 postes de C seront supprimés pour les SIE de Seine-et-Marne.

Pour la CGT, un service public de proximité exige le maintien des SIE de pleine compétence dans le 77. Aucune suppression de postes, abandon de la relocalisation, du NRP.

Nous demandons l'arrêt des réorganisations et nous lisons dans le document préparatoire relatif au conventionnement des ordonnateurs, le lancement d'une étude de faisabilité en vue de la préfiguration d'un service facturier avec le GHT sud 77.

Les collègues de la trésorerie hospitalière auront à peine digérer leur nouvelle modalité d'organisation de travail (flex-office), qu'un changement organisationnel est en gestation.

Comme le relèvent les résultats de l'Observatoire interne, 51% des agents estiment que le rythme du changement au sein de la DGFIP est trop rapide.
Vous n'en tenez pas compte.

Concernant le TBVS de la Ddfip 77, des points d'alerte sont mis en évidence sur certains services et particulièrement les SIP. Ces services concentrent « le nombre le plus important de jours d'arrêt maladie quel qu'en soit la durée (30%) ainsi que le plus grand nombre d'écartements (24%) ».

Pour rappel, ces services ont été vidés de leurs emplois par la mise en place du PAS, de la réforme de la TH, la fin de la redevance audiovisuelle. En contrepartie, les agents des SIP ont été sollicités pour la prime carburant, le chèque énergie, le débordement téléphonique en renfort pour les centres de contact, sans oublier en 2023, la gabegie de GMBI ! Entre la réception téléphonique, physique, l'accueil sur RDV, e-contacts, aux courriels, aux courriers, les collègues n'en peuvent plus !

Pour ces raisons, la CGT fip 77 revendique l'arrêt des suppressions d'emplois.

Pour l'amélioration de nos conditions de travail, dans les SIP et dans tous les services de la DDFIP 77, un recrutement massif d'agents titulaires doit s'opérer pour compenser les suppressions depuis 10 ans dans le département, avec le remplacement un pour un de tous les agents partant à la retraite et de tous les autres postes vacants.